

A Bruxelles, le 20 septembre 2018

La Belgique doit se positionner : seul un vote positif sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan.ne.s permettra au gouvernement d'être cohérent avec ses engagements, les gouvernements régionaux et les enjeux actuels.

Objet : Vote sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (27-28 septembre 2018) à la 39ème session du Conseil des droits de l'homme.

CC :

Alexander De Croo, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste
Denis Ducarme, Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale
Joke Schauvliege, Vlaams Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw
René Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme, des Sports et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région

Monsieur le Ministre,

Dans une semaine, la Belgique participe au vote de la version finale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, lors de la 39ème session du Conseil des droits de l'homme. Nos derniers échanges, tant au niveau fédéral que régional, nous poussent à vous rappeler l'urgence pour votre gouvernement de prendre ses responsabilités en votant « oui » à ce texte fondamental.

Tant le contexte international que les récentes évolutions des négociations, renforcent la pertinence d'un engagement univoque de la Belgique :

- Les derniers chiffres de la faim, publiés par la FAO cette semaine, confirment la nécessité impérieuse de protéger et renforcer les populations rurales qui restent (et de loin) les premières victimes de la faim. **La faim ne fait que gagner du terrain** : de 784 millions de personnes en situation de sous-alimentation chronique en 2015, nous sommes passés à 804 millions en 2016 et **821 millions en 2017**¹.
- En Belgique, la situation de la paysannerie n'est pas non plus réjouissante. Depuis 1980, **la Belgique a vu disparaître 68 % de ses fermes**.
- Ce constat a poussé les **Ministres régionaux wallon, René Collin, et flamand, Joke Schauvliege, à se positionner clairement en faveur** de l'adoption de la Déclaration des droits des paysan.ne.s, demandant à l'État fédéral de soutenir ce texte.
- Au niveau des citoyen.ne.s, la pétition lancée en faveur de l'adoption de la Déclaration a récolté plus de **54.000 signatures**² et **plus de 60 organisations belges**³ de la société civile demandent depuis plusieurs années à la Belgique de promouvoir ce texte.

1 Voir le communiqué de presse de la Coalition Contre la Faim : « Faim dans le monde : plus on avance, plus on recule », 12 septembre 2018, <https://www.fian.be/Faim-dans-le-monde-plus-on-avance-plus-on-recule?lang=fr>

2 UE, protégez nos paysans et nos systèmes alimentaires! <https://you.wemove.eu/campaigns/UE-protège-nos-paysans-et-nos-systemes-alimentaires> (54.119 signature ce 20/09)

3 Voir liste en fin de courrier

- **Le nouveau texte de la Déclaration** mis au vote le 27 septembre est le fruit de plus de 6 années de négociations au Conseil et intègre les positions des États de l'Union européenne, dont la Belgique ;
- Dans une **récente résolution du Parlement européen** (juillet 2018), celui-ci demande d'ailleurs explicitement aux États européens l'adoption de la Déclaration. Ce clair appel à un engagement des États européens pour protéger les droits des paysan.ne.s avait déjà été formulé par le Comité économique et social européen dans sa « *Résolution à l'appui d'une Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales* » le 27 février 2018.
- Au vu de ces constats et avancées récents, **plusieurs États européens s'apprêtent à porter un vote positif** à cette version finale qui sera ensuite adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies. L'argument sous-tendant les précédentes abstentions de la Belgique afin ne pas porter atteinte à une position européenne commune, n'est dès lors plus un frein à une prise de position nationale.

Monsieur le Ministre, les syndicats paysans et organisations signataires vous demandent d'honorer le mandat de la Belgique en tant que membre du Conseil des droits de l'homme, qui arrive à son terme cette année, en votant en cohérence tant avec les positions régionales exprimées, qu'avec les priorités de votre gouvernement et les engagements internationaux de la Belgique.

Bien cordialement,

FUGEA

Philippe Duvivier - Président



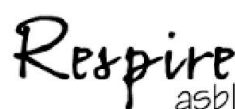
Boerenforum

Tijs Boelens - Woordvoerder



MAP

Serge Peereboom - Président



Organisations de la Coalition belge pour la Déclaration des droits des paysan.ne.s :

ADG	Ekta Parishad - Belgique	Nature&Progrès
AEFJN	Entraide et Fraternité	Oxfam Solidarité/Solidariteit
Asbl Vivre...s	FIAN Belgium	Oxfam Wereldwinkels
Associations 21	Flemish Milk Board	Oxfam-Magasins du Monde
Autre Terre asbl	Frères des Hommes	Quinoa
Bioforum	FUGEA	Rassemblement R
Boerenforum	GASAP	Rencontre des Continents
Broedelijk Delen	IEW	Réseau de Consommateurs
CADTM	La Ferme Nos Pilifs	Responsables
Caritas International	Landwijzer	Réseau Solidairement
Cense équi'voc asbl	Le Monde selon les Femmes	Respire asbl
CETRI	Les Amis de la Terre-Belgique	Solidagro
Climaxi	Louvain Coopération	Solsoc (Solidarité socialiste)
CNCD-11.11.11	Louvain Développement	SOS Faim
Compagnons de la Transition	Maison du développement	Terre-en-Vue
Croix-Rouge de Belgique	durable LLN	TerreMaCulture Asbl
CSA	MAP	Trias
De Landgenoten	Mouvement d'Actions à	Voedselteams
Début des Haricots	Travers-Monde asbl	Vredeseilanden
Défi Belgique Afrique	Mouvement politique des	VSF
	Objecteurs de Croissance	Wervel

Contacts :

Florence Kroff (FIAN Belgium) : florence@fian.be - 0475 84 56 24

Vincent Delobel (MAP - FUGEA) : vdelobel@gmail.com - 0487 90 52 02